

regards the sender, was not made or sent for the purpose of being laid before a professional adviser, nor was there any intimation of such purpose sent by the person who required the communication."

"Dans une autre cause, jugée en 1878, *The Southwark and Vauxhall Water Company vs Quick*, rapportée au 3 *Q. B. D.* p. 315, il s'agissait de trois documents. L'un était une transcription de notes sténographiques d'une conversation qui avait eu lieu entre un ramoneur employé par la compagnie et l'ingénieur de la compagnie dans le but de fournir à celui-ci des informations qu'il devait transmettre aux directeurs.

"Le deuxième document était une transcription de notes sténographiques d'entrevues qui avaient eu lieu entre le président et l'ingénieur de la compagnie, et certains inspecteurs de cette compagnie.

"Le troisième document était un exposé des faits (statement of facts) préparé par le président de la compagnie.

"Les trois documents avaient été préparés en vue de les soumettre à l'avocat de la compagnie pour avoir son avis sur l'action à intenter.

"Deux des documents furent de fait soumis à l'avocat de la compagnie, mais il n'y avait pas de preuve si le premier document lui avait été réellement soumis.

"Les trois documents furent considérés comme privilégiés. Voici le jugé dans la cause:

"Documents prepared in relation to an intended action, whether at the request of a solicitor or not, and whether ultimately laid before the solicitor or not, are privileged if prepared with a "*bona fide*" intention of being laid before him for the purpose of taking his advice; and an inspection of such documents cannot be enforced."